7. *Exige* que le Gouvernement français retire sans délai sa base militaire du territoire;

8. *Demande en outre* au Gouvernement français de permettre et de faciliter le retour dans le territoire de tous les réfugiés qui sont d'authentiques citoyens du territoire, conformément à la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, du 10 septembre 1969, et à la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés de 1951⁷³;

9. *Prie* le Gouvernement français, afin de donner suite à la demande formulée au paragraphe 8 ci-dessus, de créer une commission spéciale conformément à la recommandation de la mission d'enquête de l'Organisation de l'unité africaine⁷⁴;

10. *Réaffirme* sa résolution 3480 (XXX);

11. *Fait siennes* toutes les résolutions adoptées par l'Organisation de l'unité africaine sur la question de la prétendue Côte française des Somalis (Djibouti), en particulier les résolutions CM/Res.431/Rev.1 (XXV)⁷⁵ et CM/Res.480 (XXVII)⁷⁶, ainsi que la déclaration adoptée par le Comité de coordination pour la libération de l'Afrique de l'Organisation de l'unité africaine et approuvée par le Conseil des ministres à sa vingt-septième session ordinaire et par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement à sa treizième session ordinaire, et se félicite des déclarations solennelles des chefs des délégations éthiopienne et somalie au Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine et à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale selon lesquelles leurs gouvernements reconnaîtraient, respecteraient et honorerait l'indépendance et la souveraineté de la prétendue Côte française des Somalis (Djibouti) ainsi que son intégrité territoriale après son accession à l'indépendance;

12. *Demande* à tous les Etats de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures du territoire et de s'abstenir de toute action susceptible de gêner ou de compromettre le processus en cours pour l'accession du pays à l'indépendance;

13. *Se félicite* des déclarations des représentants du peuple de la prétendue Côte française des Somalis (Djibouti), dans lesquelles ceux-ci ont déclaré que le territoire deviendrait membre de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine immédiatement après son indépendance;

14. *Fait siennes* les décisions de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies d'envoyer des représentants pour observer le référendum et toutes les étapes ultérieures du processus de l'indépendance afin de s'assurer que le principe de l'autodétermination est appliqué dans le territoire sans heurts et de la façon la plus démocratique⁷⁷;

15. *Prie instamment* tous les Etats Membres, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de fournir, en coopération avec la Puissance administrante, toute l'assistance morale et matérielle possible au peuple du territoire.

85^e séance plénière
1^{er} décembre 1976

31/146. Situation en Namibie résultant de l'occupation illégale du Territoire par l'Afrique du Sud

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie⁷⁸ et les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux⁷⁹,

Ayant entendu les déclarations du représentant de la South West Africa People's Organization, qui a participé en qualité d'observateur à l'examen de la question par la Quatrième Commission⁸⁰,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant, en particulier, ses résolutions 2145 (XXI) du 27 octobre 1966 et 2248 (S-V) du 19 mai 1967 et les résolutions ultérieures tant de l'Assemblée générale que du Conseil de sécurité concernant la question de Namibie, ainsi que l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 21 juin 1971⁸¹, conformément à la demande que lui avait adressée le Conseil dans sa résolution 284 (1970) du 29 juillet 1970,

Prenant en considération la résolution pertinente adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine lors de sa vingt-septième session ordinaire⁸² et approuvée ultérieurement par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa treizième session ordinaire tenue à Port-Louis du 2 au 6 juillet 1976,

Prenant en considération également la partie pertinente de la Déclaration politique et la résolution concernant la Namibie adoptées par la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo du 16 au 19 août 1976⁸³,

Réaffirmant que le Territoire et le peuple de Namibie relèvent directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies et que le peuple namibien doit avoir la possibilité d'accéder à l'autodétermination et à l'indépendance dans le cadre d'une Namibie unie,

⁷³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545, p. 137.

⁷⁴ Voir document CM/759 (XXVII), 1976, de l'Organisation de l'unité africaine.

⁷⁵ Voir A/10297, annexe I.

⁷⁶ Voir A/31/196 et Corr.1, annexe.

⁷⁷ Le Secrétaire général a annoncé ultérieurement (A/32/66) que, ainsi qu'il avait été convenu lors de l'adoption de la résolution 31/59, il avait procédé aux consultations voulues avec les parties intéressées et avait nommé la Norvège, Sri Lanka et le Venezuela comme membres de la Mission des Nations Unies chargée d'observer le référendum et les élections en Côte française des Somalis (Djibouti), et que les trois Etats Membres en question avaient désigné les personnes ci-après pour les représenter au sein de la Mission : M. Ignatius B. Fonseka (Sri Lanka), Mlle Maria Clemencia López (Venezuela) et M. Tom Eric Vraalsen (Norvège).

⁷⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément n° 24 (A/31/24).

⁷⁹ *Ibid.*, Supplément n° 23 (A/31/23/Rev.1), chap. I, II, IV à VII et IX.

⁸⁰ *Ibid.*, trente et unième session, Quatrième Commission, 30^e et 45^e séances.

⁸¹ *Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1971*, p. 16.

⁸² A/31/196 et Corr.1, annexe, résolution CM/Res.500 (XXVII),

⁸³ A/31/197, annexe I, par. 52 à 55, et annexe IV, sect. A, résolution 3.

Déplorant vivement le refus persistant de l'Afrique du Sud de se conformer aux résolutions et aux décisions de l'Organisation des Nations Unies, le maintien de son occupation illégale de la Namibie, sa répression brutale du peuple namibien et sa violation persistante des droits de l'homme de celui-ci, ainsi que ses efforts pour détruire l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie,

Condamnant énergiquement les tentatives de l'Afrique du Sud de perpétuer, par la convocation d'une prétendue conférence constitutionnelle, son exploitation coloniale du peuple et des ressources de la Namibie, en dénaturant les véritables aspirations du peuple namibien,

Gravement préoccupée de la militarisation de la Namibie par le régime d'occupation illégal d'Afrique du Sud, de ses menaces et de ses actes d'agression contre des pays africains indépendants et de l'expulsion par la force de Namibiens de la région située près de la frontière nord du Territoire à des fins militaires,

Déplorant vivement la politique des Etats qui, malgré les décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 21 juin 1971, continuent d'avoir avec l'Afrique du Sud, lorsqu'elle prétend agir au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne, des relations diplomatiques, économiques, consulaires et autres, de même qu'une collaboration militaire ou stratégique, qui ont toutes pour effet de soutenir ou d'encourager l'Afrique du Sud dans son attitude de défi à l'égard de l'Organisation des Nations Unies,

Reconnaissant que la situation en Namibie constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Notant avec satisfaction l'opposition du peuple namibien à la présence illégale de l'Afrique du Sud dans le Territoire et à sa politique raciste et oppressive et, en particulier, les progrès de la lutte, sous toutes ses formes, que ce peuple mène pour la libération nationale sous la direction de la South West Africa People's Organization,

Appuyant fermement les efforts déployés par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie en vue de s'acquitter des responsabilités qui lui ont été confiées par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale dans le cadre d'une Namibie unie, conformément à la Charte des Nations Unies et tel qu'il a été reconnu dans les résolutions 1514 (XV) et 2145 (XXI) et dans des résolutions ultérieures de l'Assemblée générale relatives à la Namibie, ainsi que la légitimité de sa lutte, par tous les moyens dont il dispose, contre l'occupation illégale de son pays par l'Afrique du Sud;

2. *Reconnaît* que le mouvement de libération nationale de la Namibie, la South West Africa People's Organization, est le seul représentant authentique du peuple namibien;

3. *Appuie* la lutte armée que mène le peuple namibien sous la conduite de la South West Africa People's Organization pour l'autodétermination, la liberté et

l'indépendance nationale dans le cadre d'une Namibie unie;

4. *Fait appel* à tous les Etats Membres pour qu'ils apportent tout l'appui et toute l'assistance nécessaires à la South West Africa People's Organization dans sa lutte pour l'indépendance et l'unité nationale de la Namibie;

5. *Prie* toutes les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'élaborer, en consultation avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et dans leurs domaines respectifs de compétence, des programmes d'assistance au peuple namibien et à son mouvement de libération, la South West Africa People's Organization;

6. *Décide* d'accroître les crédits inscrits au budget du Conseil des Nations Unies pour la Namibie pour financer un bureau de la South West Africa People's Organization à New York, afin de s'assurer que le peuple namibien est dûment et convenablement représenté à l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire de la South West Africa People's Organization;

7. *Décide* de continuer à défrayer un représentant de la South West Africa People's Organization lorsque le Conseil des Nations Unies pour la Namibie le juge nécessaire;

8. *Condamne énergiquement* l'Afrique du Sud pour son refus persistant de se retirer de la Namibie et pour ses manœuvres destinées à affermir son occupation illégale du Territoire;

9. *Condamne énergiquement* l'administration illégale sud-africaine pour son agression contre le peuple namibien et son mouvement de libération nationale;

10. *Condamne énergiquement* l'administration illégale sud-africaine pour sa répression massive du peuple namibien et de son mouvement de libération en vue de l'instauration, entre autres, d'un climat d'intimidation et de terreur pour imposer au peuple namibien une prétendue structure constitutionnelle tendant à miner l'intégrité territoriale et l'unité de la Namibie et à maintenir une politique impitoyable de ségrégation raciale;

11. *Condamne énergiquement* le renforcement de la puissance militaire de l'Afrique du Sud en Namibie, ses menaces et ses actes d'agression contre des pays africains indépendants et l'expulsion par la force de Namibiens de la région située près de la frontière nord du Territoire à des fins militaires;

12. *Condamne énergiquement* l'Afrique du Sud pour l'organisation des prétendus pourparlers constitutionnels de Windhoek, qui visent à perpétuer sa politique d'*apartheid* et de foyers nationaux ainsi que l'oppression coloniale et l'exploitation du peuple et des ressources de la Namibie, en dénaturant les véritables aspirations du peuple namibien à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale dans le cadre d'une Namibie unie;

13. *Demande instamment* à la communauté internationale, notamment à tous les Etats Membres, de s'abstenir de reconnaître toute autorité que le régime illégal d'occupation pourrait mettre en place à la suite des pourparlers constitutionnels frauduleux en cours

ou dans toute autre circonstance en Namibie ou de coopérer avec elle;

14. *Condamne énergiquement* les activités de toutes les sociétés étrangères qui opèrent en Namibie sous l'administration illégale de l'Afrique du Sud et qui exploitent les ressources humaines et naturelles du Territoire, et exige que cette exploitation cesse immédiatement;

15. *Réaffirme* que les activités de ces sociétés sont illégales;

16. *Décide* que tous les pourparlers en vue de l'indépendance de la Namibie doivent être menés entre les représentants de l'Afrique du Sud et de la South West Africa People's Organization sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies à seule fin de débattre les modalités de la passation des pouvoirs au peuple namibien;

17. *Prie* tous les Etats Membres de coopérer pleinement avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie à l'accomplissement du mandat qui lui a été confié aux termes et en vertu des dispositions de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale;

18. *Condamne* l'Afrique du Sud pour son refus persistant de respecter les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 385 (1976) du 30 janvier 1976;

19. *Exige* que l'Afrique du Sud mette fin à l'extension de l'*apartheid* en Namibie et à sa politique de "bantoustanisation" du Territoire qui vise à détruire l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie;

20. *Exige* que l'Afrique du Sud libère tous les prisonniers politiques namubiens, y compris tous ceux qui sont emprisonnés ou détenus pour infraction aux prétendues lois sur la sécurité intérieure, que ces Namubiens aient été inculpés ou jugés ou soient détenus sans inculpation et qu'ils soient détenus en Namibie ou en Afrique du Sud;

21. *Déclare* que, pour que le peuple namibien puisse décider librement de son propre avenir, il est indispensable d'organiser d'urgence des élections libres sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies dans l'ensemble de la Namibie en tant qu'entité politique unitaire;

22. *Exige* que l'Afrique du Sud accorde inconditionnellement à tous les Namubiens actuellement en exil pour des raisons politiques toutes les facilités pour rentrer dans leur pays sans risque d'arrestation, de détention, d'intimidation ou d'emprisonnement;

23. *Réaffirme* que l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud et la guerre que celle-ci y mène constituent une menace contre la paix et la sécurité internationales;

24. *Déclare* que l'occupation illégale continue de la Namibie par l'Afrique du Sud constitue un acte d'agression contre le peuple namibien et contre l'Organisation des Nations Unies en tant qu'autorité légale chargée d'administrer le Territoire jusqu'à l'indépendance;

25. *Prie instamment* le Conseil de sécurité de reprendre l'examen de la question de Namibie, qui reste inscrite à son ordre du jour, et, eu égard au fait que l'Afrique du Sud ne se conforme pas à la

résolution 385 (1976) du Conseil, d'imposer à l'encontre de l'Afrique du Sud un embargo obligatoire sur les armes;

26. *Prie* tous les Etats de cesser toute forme directe ou indirecte de consultation, de coopération ou de collaboration militaire avec l'Afrique du Sud et de s'en abstenir;

27. *Prie* tous les Etats de prendre des mesures efficaces pour empêcher le recrutement de mercenaires appelés à servir en Namibie ou en Afrique du Sud;

28. *Prie* tous les Etats de prendre des mesures pour mettre fin à tous les accords de licences en matière d'armes conclus avec l'Afrique du Sud et d'interdire la communication à l'Afrique du Sud de tous renseignements relatifs à des armes ou à des armements;

29. *Prie* tous les Etats de cesser et d'empêcher :

a) Toute fourniture d'armes et de munitions à l'Afrique du Sud;

b) Toute fourniture d'avions, de véhicules ou de matériel militaire destinés aux forces armées et aux organisations paramilitaires ou policières d'Afrique du Sud;

c) Toute fourniture de pièces de rechange pour des armes, des véhicules ou du matériel militaire utilisés par les forces armées et les organisations paramilitaires ou policières d'Afrique du Sud;

d) Toute fourniture d'avions, de véhicules ou de matériel dits à double usage qui pourraient être convertis à un usage militaire par l'Afrique du Sud;

e) Toutes activités dans leur pays qui encouragent ou visent à encourager la fourniture d'armes, de munitions, d'avions militaires ou de véhicules militaires à l'Afrique du Sud, ainsi que la fourniture de matériel ou de matériaux destinés à la fabrication et à l'entretien d'armes et de munitions en Afrique du Sud et en Namibie;

f) Toute coopération ou activité conjointe de sociétés publiques ou privées avec l'Afrique du Sud pour développer, directement ou indirectement, la technologie nucléaire, notamment pour permettre au régime raciste d'Afrique du Sud de se doter d'une capacité nucléaire;

30. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-deuxième session, sur l'application de la présente résolution.

105^e séance plénière
20 décembre 1976

31/147. Programme de travail du Conseil des Nations Unies pour la Namibie

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de Namibie,

Ayant examiné le rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie⁸⁴ et les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux⁸⁵,

⁸⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément n° 24 (A/31/24).

⁸⁵ *Ibid.*, Supplément n° 23 (A/31/23/Rev.1), chap. I, II, IV à VII et IX.